

Qu'y a-t-il derrière les émeutes au Tibet ?

mardi 8 avril 2008, par [Revolutionär Sozialistische Organisation](#) (Date de rédaction antérieure : 1er avril 2008).

Ce texte a été publié le 1^{er} avril 2008 en Autriche sur le site de la « Revolutionär Sozialistische Organisation » sous le titre : *Aufruhr in Tibet Zu den Hintergründen der Proteste* [Qu'y a-t-il derrière les émeutes au Tibet ?].

Il présente un gros travail de synthèse sur la question tibétaine, en particulier sous l'angle des rapports sociaux et sur la question du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Sa lecture de la révolution chinoise me paraît cependant par trop simplifiée : l'Armée rouge n'était pas « structurée sur le modèle bourgeois », les « staliniens » chinois (à savoir ici les maoïstes, pas les tenants de la ligne Wang Ming) n'ont pas engagé les réformes révolutionnaires en Chine seulement à cause de la pression impérialiste et bourgeoise, et ces réformes n'ont pas été menées seulement de « haut en bas ». Il reste beaucoup à écrire sur les rapports en la révolution chinoise et le Tibet.

Comme sur le Tibet, bien évidemment. Il semble rester bien difficile d'évaluer ce qui était possible à des périodes clefs, comme les années 1950, compte tenu de l'état des polarisations sociales.

Mais ce texte représente une contribution fort utile, en particulier en langue française où la littérature de gauche sur le Tibet est plus indigente qu'en anglais.

Pierre Rousset

Sommaire

- [Histoire du Tibet](#)
- [Guerres de religion](#)
- [Le féodalisme tibétain](#)
- [L'invasion chinoise](#)
- [Destruction du système féodal](#)
- [Situation actuelle](#)
- [Discrimination économique et](#)
- [Quelle position sur la questio](#)
- [Conclusion](#)

Depuis les émeutes qui ont accompagné la marche des moines le 10 mars 2008, jour anniversaire du soulèvement de 1959, le Tibet est en proie aux convulsions. A partir de la mi-mars, les exactions ont pris de l'ampleur, et le mouvement de protestation a gagné les Tibétains d'autres régions de la Chine. Ni l'intervention brutale du gouvernement, ni la présence de délégations de journalistes internationaux auxquels les officiels ont montré les « violences » des Tibétains, n'ont ramené le calme.

Pour le gouvernement chinois, les événements arrivent au pire moment : les Jeux olympiques de Pékin en été 2008 le mettent sous les feux des projecteurs de l'opinion publique internationale, à un moment où il veut être perçu comme un partenaire international respectable. Déjà les jeux sont célébrés en Chine comme une avancée décisive sur la scène internationale.

Les reportages sont abondants dans les médias « occidentaux », mais n'éclairent pas ce qu'il y a derrière ces émeutes, ce qui ne facilite pas une évaluation de la situation. On ne cesse pas de nous montrer en boucle les mêmes images de magasins dévastés au centre-ville de Lhassa. Pour l'essentiel, les médias nous proposent deux versions : soit celle, prédominante dans les reportages « occidentaux », d'une révolte nationaliste religieuse animée par des moines contre le « génocide culturel », soit la version chinoise « d'exactions irresponsables », destructions et pillages commis par des éléments du « lumpenprolétariat » et des "hooligans ». Mais l'une comme l'autre passent à côté du problème fondamental - derrière les manifestations de protestation, on sent la rage longtemps accumulée contre l'oppression sociale, politique et nationale que subit aussi la population tibétaine.

Bien entendu, le Tibet n'est pas touché que par les problèmes politiques et sociaux qui agitent par ailleurs la Chine dans son ensemble depuis des années ; le Tibet est aussi le théâtre de changements dans la composition ethnique qui se sont fortement accélérés précisément ces dernières années et ont aiguisé la différenciation sociale. La République Populaire de Chine compte aujourd'hui environ 1,3 milliard d'habitants, dont 92% de Hans, le reste se répartissant entre 56 minorités ethniques, appelées « nationalités » dans le vocabulaire officiel. Face aux 1140 millions de Chinois Hans, celles-ci ne comptent que quelques centaines de milliers ou au plus quelques millions de personnes ; la plus nombreuse sont les Zhuang, un peuple thaï, avec officiellement 16,2 millions de personnes. Les Tibétains viennent au 9^e rang avec 5,4 millions dont moins de la moitié vit dans la Région Autonome du Tibet, les autres étant installés essentiellement dans les provinces du Sichuan, du Yunnan, du Qinghai et du Gansu.

Dans le territoire autonome du Tibet, plus de 60% de la population active travaille dans l'agriculture, dont un grand nombre comme bergers (pour la Chine dans son ensemble, la population active agricole se monte à 45%). Les régions à peuplement tibétain ne sont donc pas homogènes et ont fait l'objet dans la deuxième moitié du XX^e siècle de plusieurs remaniements administratifs.

Mais pas seulement dans les provinces chinoises, dans la Région Autonome également, les Tibétains sont actuellement refoulés en dépit de leur taux de natalité qui est le plus élevé du pays. Suivant les statistiques officielles de 1990, ils représentent encore 92,8% de l'ensemble de la population de la Région (2,7 millions), le nombre des Hans étant officiellement de 6,1% seulement. Mais ces dernières années ont précisément été caractérisées par un afflux massif : ce qu'exprime à l'évidence le chemin de fer Qinghai-Tibet qui est en service depuis le 1^{er} juillet 2006. Déjà en 2000, même en excluant les militaires et les travailleurs migrants, la capitale de la province, Lhassa, comptait 34% de Hans, ce pourcentage de cessant de grimper depuis, non seulement à Lhassa mais aussi dans d'autres villes comme Xigatse.

Ce n'est pas le premier mouvement de protestation depuis l'invasion chinoise de 1950 et la grande révolte de 1959. L'oppression du Tibet par la Chine n'a cessé de provoquer des soulèvements noyés dans le sang. Il n'est pas encore possible de dire avec certitude quelles sont les dimensions de cette nouvelle vague de troubles ni quelles dimensions elle peut prendre encore, mais il est sûr que ces dernières années, la matière inflammable a indubitablement été chauffée à blanc par les bouleversements sociaux qui ont suivi la restauration du capitalisme en Chine. Les émeutes ont donc, au-delà de l'occasion qui les a déclenchées, aussi une importance particulière. L'article qui suit est donc consacré aux conditions générales dont sont issus les troubles au Tibet.

Histoire du Tibet

Les staliniens chinois et leurs partisans en Europe de l'ouest ne cessent de répéter comme des moulins à prières que le Tibet a toujours été partie intégrante de la Chine. Ainsi dans le « Junge Welt » [1] on peut lire le 22.03.08 : « *Le Tibet est au moins depuis 700 ans, sans interruption, une province chinoise, fait attesté par d'innombrables documents historiques tibétains et chinois à Pékin, Nankin et Lhasa* ». N'insistons pas sur le fait que cela ne saurait en aucune manière fonder un droit quasiment naturel de la Chine actuelle sur la région tibétaine - ces affirmations du nationalisme chinois sont tout simplement fausses.

Dans les 1000 ans écoulés, Le Tibet a été tantôt autonome, tantôt tributaire de divers souverains mongols et chinois. Au cours du premier millénaire, il y a même eu une période où c'était le Chine qui devait tribut au Tibet. C'est l'influence mongole, du reste, qui est à l'origine du dalaï-lama : en 1578, un certain Sonam Gyatso fut investi par le souverain mongol Altan Khan du titre de « Dalaï Lama » (« océan aux mérites magnifiques »). De ce moment date la souveraineté « séculière » suprême du Dalaï Lama sur le Tibet.

Au début du 18^e siècle, la dynastie chinoise des Qing (qui n'étaient du reste pas des Hans, mais des Mandchous) s'attribua le droit d'établir à Lhasa des représentants plénipotentiaires du gouvernement, les Amban. En contrepartie, la Chine garantissait à l'élite tibétaine sa protection contre les rébellions intérieures et les agressions extérieures (comme par exemple contre une agression du Népal en 1792). Ceci était une manifestation de l'expansionnisme de l'Empire des Qing, qui au 18^e siècle s'étendit à l'ouest vers le Turkestan oriental, au nord vers la Mongolie, à l'est en Corée et au sud au Burma et au Vietnam. Quand, au 19^e siècle, sous l'effet des rébellions intérieures et de la pression impérialiste (comme les guerres de l'opium menées en 1840/42 et en 1856/60 par l'Angleterre), la Chine des Qing commença à s'effondrer progressivement, le Tibet se détacha du contrôle chinois. Simultanément, il prenait de l'intérêt - dans le cadre de ce qu'on a appelé le « Great Game » - pour l'Empire britannique, avant tout comme zone tampon contre la pénétration russe en Asie centrale. En 1904, une armée britannique commandée par le Colonel Younghusband vainquit la faible armée tibétaine et imposa à Lhasa des traités de commerce inégaux. A l'inverse de ce que racontent le Dalaï Lama, le gouvernement tibétain en exil à Dahramsala et les représentants de la mouvance « Free Tibet », le Tibet n'a donc pas toujours été « indépendant » avant 1950.

Guerres de religion

Le Dalaï Lama et ses partisans présentent le Tibet d'avant 1950 comme une société de paix et d'harmonie, sans guerre ni violence. Cela serait dû à « *l'influence durable du bouddhisme* » dans la région, qui, « *au milieu des vastes étendues d'une nature intacte créa une société qui s'est vouée à la paix et à l'harmonie. Nous jouissions de la paix, nous étions satisfaits* » [2]. Dans une biographie du Dalaï Lama, on peut lire à propos du Tibet d'avant l'invasion maoïste : « *Les habitants de Lhasa, les pauvres comme les riches, sont tous très paisibles. (...) Les mendiants eux-mêmes ne vaquent à leurs occupations professionnelles que quelques heures le matin pour se procurer leur pain quotidien. Le soir, tout le monde est dans un état d'heureuse ivresse. Les gens de Lhasa sont naturels, satisfaits et heureux. (...) Personne n'est contraint de se livrer à des efforts démesurés pour gagner sa vie. L'existence coule de source et tout se déroule d'une façon admirable.* » [3]

En réalité, le Tibet a été pendant des siècles le théâtre de sanglantes guerres de religion entre sectes bouddhistes rivales. Et le courant auquel appartient l'actuel Dalaï Lama, l'école des Gelugpa, dit aussi les « bonnets jaunes », ne faisait pas dans la délicatesse. Depuis le 16^e siècle, il entreprit de

soumettre le Tibet à sa domination, en mariant sa version du bouddhisme, originellement importé, à différentes religions polythéistes plus anciennes et variant suivant les régions. A la fin du 18^e siècle, la secte des bonnets jaunes confisqua un grand nombre de couvents et contraignit leurs moines à se convertir. Ces conflits persistent jusqu'à aujourd'hui et se retrouvent même au sein de la communauté tibétaine en exil dans le nord de l'Inde. Un exemple en est la querelle burlesque sur la réincarnation du Karmapa Lama, chef de la secte des Karma-Kagyü, et numéro 3 dans la hiérarchie des lamas dans les années 1990. Les tribunaux indiens ont dû pendant six ans se pencher sur la question de savoir qui était le « vrai » Karmapa Lama « réincarné ». Un groupe rival tenta même en 1998 et 1999 à deux reprises – mais sans succès – de s'emparer du couvent Rumtek de la secte des Kagyu dans le Sikkim au nord de l'Inde. Comme dans les temps anciens, il s'agit moins de subtilités religieuses que d'affaires extrêmement « profanes » ; dans ce cas, la fortune considérable que les chefs de la communauté tibétaine en exil ont pu accumuler, par exemple sous forme de dons, en exploitant le naïf intérêt de « l'Occident » pour le bouddhisme tibétain.

Le féodalisme tibétain

Ce que les partisans du Dalaï Lama passent souvent sous silence, à moins que, dans le pire des cas, ils n'en fassent le panégyrique, le mieux est encore d'en reprendre la description qu'en donne Mary Craig dans son livre « Tears of Blood – A Cry for Tibet » (avec une préface du Dalaï Lama !), qui fait de la société tibétaine le tableau suivant : *« C'était une société féodale médiévale. Le paysan tibétain était indubitablement la propriété de son seigneur, qu'il travaille les terres de l'Etat, de domaines conventuels ou celles d'une des environ deux cents grandes familles aristocratiques. En contrepartie d'un petit lopin de terre à lui, il était tenu à une certaine quantité de prestations. Il devait livrer à son seigneur la majeure partie de sa récolte, ne gardant guère pour lui et sa famille que le plus indispensable. Le propriétaire foncier, non seulement était libre de fixer à son gré le niveau du fermage, mais aussi habilité à décider de peines draconiennes si le paysan ne satisfaisait pas ses exigences. »*

Heinrich Harrer, ami du 14^e Dalaï Lama et ancien nazi et SS, qualifiait la domination des moines au Tibet de dictature impitoyable. Il relate un cas précis. Un homme avait volé une lampe dans un temple. *« On lui coupa les mains en public et son corps mutilé fut cousu dans une peau de yak mouillée. Puis on laissa sécher la peau et on le jeta dans le ravin le plus profond. »* [4]. Il y a de nombreuses photos datant encore des années 1950 et 1960 qui montrent d'ancien(ne)s esclaves et serfs/serveuses, les membres estropiés ou les yeux crevés. Dans les années 50, des journalistes américains ont rapporté que c'est seulement sur leur intervention qu'un groupe de prisonniers à qui on devait couper en public le nez et les oreilles, furent « graciés » et condamnés à 250 coups de fouet. Colin Goldner explique l'arrière-plan religieux de ces formes de châtement : *« Comme il est par principe interdit aux bouddhistes de tuer un être vivant, les délinquants étaient souvent amenés jusqu'au seuil de la mort et ensuite abandonnés à leur sort. Et s'ils mouraient des suites des tortures, cela était dû à leur propre karma. »*

Les nombreux couvents bouddhistes, en règle générale eux-mêmes grands propriétaires fonciers, possédaient environ 40% de la superficie cultivable. Le puissant couvent « Drepung » de la secte des bonnets jaunes était, avec ses 20 000 à 25 000 serfs, ses 300 grandes pâtures et ses 16 000 gardiens de bétail l'un des plus grands propriétaires fonciers du monde : le Dalaï Lama lui-même vivait au palais Potala, avec ses 1000 pièces sur 14 étages. La majorité des moines ordinaires, en revanche, s'ils vivaient mieux que les esclaves hommes et femmes, avaient un train de vie très modeste.

Les prescriptions religieuses de la théocratie étaient le pilier central de leur domination de classe. Le bouddhisme, si apprécié de nos jours dans les milieux alternatifs « occidentaux », s'y prêtait

particulièrement bien : les pauvres, selon lui, sont eux-mêmes à l'origine de leur sort, en raison des fautes commises dans leur vie antérieure. A la base, on trouve la doctrine du karma qui enseigne que les actes produisent leurs effets non seulement ici et maintenant mais aussi dans la « vie ultérieure ».

S'il n'y a pas eu de grandes luttes de classes dans la société tibétaine - ou s'il n'y en a très peu de témoignages, cela a peu à voir avec une félicité religieuse de la population. C'est plutôt le résultat de cette domination féodale brutale et séculaire à laquelle les conditions géographiques spécifiques du haut plateau tibétain ont permis de se maintenir si longtemps et avec une telle continuité (isolement du monde extérieur, peu d'impulsion venant de l'extérieur, possibilités d'émigration limitées pour les opprimés, etc.). Mais il est vrai que tous les opprimés tibétains ne sont pas restés passifs, quelques-uns s'enfuirent, d'autres se rebellèrent. On rapporte des activités de guérilla, des soulèvements anticoloniaux et antiféodaux aux dimensions limitées, à la fin des années 1940, qui étaient le fait de petits paysans tibétains et de moines bouddhistes nationalistes, et étaient organisés et dirigés par des communistes tibétains.

Enfin, bien que cela soit souvent passé sous silence par beaucoup d'adversaires du Dalaï Lama, il y eut dans les années 1920 et 1930 un léger vent de modernisation au Tibet également. Le paradoxe est que cette modernisation fut introduite par le prédécesseur de l'actuel Dalaï Lama, le 13^e du nom. Sous l'influence de l'Empire britannique, il réforma l'armée, envoya des étudiants à l'étranger, importa au Tibet banques et poste, fit construire des mines et venir dans les années 1930 les deux (!) premières autos au Tibet. (Celles-ci, durent, à vrai dire, être mises en pièces détachées et transportées à dos de bêtes de somme à travers les montagnes inhospitalières, vu qu'il n'y avait pas de routes). Mais le prix à payer pour les réformes était élevé, et l'élite féodale refusait de payer. *« Alors que le Dalaï Lama comprenait l'importance de l'armée pour protéger son pouvoir politique et se protéger d'une menace chinoise, il ne pouvait tolérer aucun défi direct à son autorité. Quand les chefs de l'armée se mirent à attaquer sa propre position (...), il se retourna contre eux et arrêta la modernisation du Tibet. »* [5]. Disponible sur ESSF : [Reflections on Tibet](#)]]

Le Tibet de cette époque avait effectivement de fortes ressemblances avec le féodalisme du Moyen-Âge européen - à la différence de beaucoup d'autres sociétés précapitalistes extra-européennes qu'on affuble un peu vite de ce qualificatif. Mais il serait également faux de tracer un trait d'égalité entre le Tibet d'avant l'occupation chinoise et la société féodale du Moyen-Âge, comme si, à l'âge de l'impérialisme (donc à partir de la fin du 19^e siècle), les sociétés suivaient le même cours que leurs pendants d'époques antérieures. Cette façon de voir que l'on trouve chez les stalinien est la négation du développement inégal et combiné dans le système capitaliste mondial. Il était par exemple impossible, dans la France du 12^e siècle, d'importer des voitures ou d'envoyer des étudiants dans un pays hautement développé où ils entreraient en contact avec des visions modernes du monde. Mais dans le Tibet de cette époque, cela était possible. Et c'est ainsi que se forma, entre autres, si minuscule fût-il, un parti communiste tibétain - fondé par Phüntso Wangye, qui avait fait des études à Nanjing dans les années 1930. (Le PC du Tibet fut du reste forcé d'entrer dans le PC chinois en 1948, et Phüntso Wangye passa 18 ans en prison à partir de 1958, la clique de Mao lui reprochant un « nationalisme local ».) [6].

L'invasion chinoise

La révolution chinoise de 1949 marqua un tournant - non seulement dans la politique mondiale, mais aussi au Tibet. Encore hésitant au début, le PC chinois parvenu au pouvoir sous Mao Zedong se vit, sous la pression de l'impérialisme et de la bourgeoisie nationale, contraint d'exproprier la propriété foncière et le capital. Mais, à la différence des bolcheviks russes en 1917, le PCC ne s'appuya pas

sur un mouvement révolutionnaire organisé en conseils, mais sur une armée paysanne structurée sur le modèle bourgeois. Et c'est ainsi que l'élimination des rapports de propriété capitalistes se fit par en haut, sur un mode bureaucratique. Le pouvoir politique était aux mains d'une caste bureaucratique qui, comme en URSS sous Staline, se séparait de plus en plus de la classe ouvrière et des paysans. Les trotskistes appellent pour cette raison l'Etat ainsi constitué un « Etat ouvrier dégénéré ». [7]

Et à la différence des bolcheviks à l'époque de Lénine et de Trotski, le PC chinois n'était pas guidé dans la question nationale par l'internationalisme révolutionnaire, mais - comme cela était la règle dans les partis staliniens - par le chauvinisme et ses propres intérêts économiques et géostratégiques. L'un des premiers décrets publiés par le gouvernement révolutionnaire des soviets en 1917, était la « déclaration des droits des peuples de Russie ». Elle contenait entre autres « *le droit des peuples de Russie à leur libre disposition d'eux-mêmes, jusqu'à la séparation et la formation d'un Etat indépendant* ». [8] La Finlande - dont la position, aux portes du Petrograd révolutionnaire, n'était pas sans importance stratégique, usa de ce droit. Le gouvernement de Mao en usa différemment : il considéra les régions comme le Xinjiang, riche en pétrole et peuplé majoritairement de musulmans, à l'instar du peuple turc des Ouïghours, ou encore le Tibet, comme faisant automatiquement partie de la République Populaire de Chine.

En octobre 1950, trois mois après le début de la guerre de Corée, c'est-à-dire la première grande crise de la « Guerre Froide », 40 000 soldats chinois entrèrent au Tibet, et l'emportèrent sur la faible armée tibétaine en prenant Chamdo, ville du Tibet oriental - assurés qu'ils étaient que ni l'impérialisme US occupé en Corée ni son pendant britannique affaibli n'interviendraient. Etait-ce une « libération pacifique » comme l'affirme l'historiographie chinoise officielle aujourd'hui ? laissons la question en suspens. On peut en tout cas noter qu'il n'y eut au début pas de résistance de la part des Tibétains.

En 1951, la direction stalinienne conclut un traité en 17 points avec le Dalaï lama, alors seulement âgé de 16 ans. Le point 13 de l'accord était ainsi rédigé : « *L'Armée de Libération Populaire entrée au Tibet respectera les directives politiques ci-dessus, aura une conduite honnête dans tous les actes d'achat et de vente, et ne prendra pas la moindre chose à la population par la force, ni aiguille, ni fil* » [9]. Par « population », les staliniens chinois entendaient de toute évidence les vieux seigneurs féodaux et par « aiguille et fil » leurs fortunes colossales. Ce qui veut dire qu'on ne toucha à aucun couvent, n'expropria aucun domaine, ne démit aucun dirigeant. Au contraire, le PCC fit du Dalaï Lama lui-même le vice-président du comité permanent du Congrès National du Peuple (du parlement croupion stalinien), même s'il refusa sa demande d'adhésion au PCC (!). Tout cela fut présenté par Mao sous l'étiquette « Front Unitaire avec le peuple tibétain » [10].

Un vrai gouvernement socialiste révolutionnaire s'y serait pris tout autrement. Au lieu de protéger ses propres intérêts bornés en ourdissant des combines avec les anciens maîtres, comme le firent les staliniens, il aurait tenté de s'assurer de l'influence parmi les paysan-ne-s, les bergers, les simples soldats et la couche - il est vrai minuscule - d'ouvriers citadins, pour engager avec eux des réformes sociales et politiques.

Cependant, la vieille aristocratie féodale n'était pas non plus d'accord avec le partage du pouvoir avec la bureaucratie. Le reste du pays voyait partout des expropriations, et les maîtres du Tibet craignaient d'être eux-mêmes un jour ou l'autre emportés par la vague. C'est ainsi que dans les années qui suivirent, avec le soutien de la CIA, fut mis au point un programme pour la « contre-révolution ». Des guérillas qui avaient été entraînées dans des camps spécialement organisés à cet effet furent infiltrées à partir du Népal voisin. Au centre de ces activités : les deux frères aînés du Dalaï Lama, Thubtan Norbu et Gyalo Thodup. Les succès demeurèrent extrêmement modestes, sans doute du fait de la modicité du soutien américain, mais aussi assurément du fait du peu d'écho

populaire de la résistance. Heinrich Harrer lui-même est bien obligé de reconnaître que ceux qui s'opposaient aux Chinois « *étaient de façon prépondérante des nobles, des demi-nobles et des Lamas* » [11]. L'organisation du Dalaï Lama reconnaît maintenant avoir reçu dans les années 1960 des millions de dollars de la CIA. Lui-même recevait la coquette somme de 186 000 dollars par an [12]. Tout en contestant avoir été impliqué dans l'organisation de la guérilla, de toute évidence pour ne pas mettre en péril son douteux profil « d'ange de la paix ».

Quand, dans l'ensemble de la Chine, à partir de 1956, commencèrent les collectivisations de l'agriculture sur une grande échelle, cela concerna naturellement aussi les provinces frontalières du Tibet actuel, habitées par de nombreux Tibétains. Sous couvert de défense de la religion et de libération nationale, la classe supérieure tibétaine essaya de mobiliser les masses contre le régime du PCC. Dans les provinces à peuplement tibétain éclatèrent de multiples rébellions, dont la répression coûta la vie à plus de 10 000 Tibétains. Au Tibet, nombreux furent ceux qui entre-temps virent là un « *génocide perpétré sur le peuple tibétain* ».

Fin 1958, des troupes furent envoyées massivement à Lhassa pour arrêter les révoltés qui avaient fui les provinces frontalières. Quand on essaya d'arrêter le Dalaï Lama, un soulèvement éclata. La révolte de mars 1959 fut réprimée de façon extrêmement brutale, le Dalaï Lama et environ 70 000 à 80 000 partisans, appartenant en grande partie à la classe supérieure, durent s'enfuir en Inde. Assurément, ce soulèvement était un mouvement réactionnaire féodal avec peu de participation de la population pauvre, ainsi que l'écrit Michael Parenti, politologue américain stalinophile [13], mais le fait est que le PCC n'a rien fait pour gagner les masses tibétaines au socialisme, et par ses manœuvres bureaucratiques, elle a constamment gâché ses chances de gagner d'éventuelles sympathies dans la population.

Que dans les mois qui suivirent le soulèvement, des dizaines de milliers de Tibétains aient été tués, n'a en tout cas que peu à voir avec une oppression des Han contre le Tibet, et bien plutôt avec les événements qui affectèrent la Chine dans son ensemble. Après les résultats désastreux du « grand bond en avant », le pays connut une sévère répression contre ceux qui critiquaient la ligne de Mao – après que celui-ci eut quelque temps auparavant lancé le mot d'ordre « *que mille fleurs fleurissent et que cent écoles de pensée rivalisent* ». Quand par contre quelqu'un continue à prétendre que la Chine aurait assassiné plus de 1,2 millions de Tibétains depuis les années 1950, comme le fait la campagne « Free Tibet » sur son site, on ne peut y voir qu'une propagande mensongère antichinoise à peu de frais.

Destruction du système féodal

Dans les années qui ont suivi 1959, le stalinisme chinois exécuta l'une de ses volte-face typiques, cette fois dans sa politique tibétaine. Le féodalisme avait commencé par être toléré, maintenant, le gouvernement PC entreprit de le détruire complètement – comme toujours d'en haut et avec des moyens bureaucratiques. Les plus importants acquis de cette période sont indubitablement la suppression du travail forcé et de l'esclavage, la création d'emplois, la construction d'écoles d'Etat ou l'introduction de l'eau courante et du courant électrique à Lhassa. De nombreux moines qui avaient été dès leur enfance destinés au couvent quittèrent celui-ci une fois pour toutes. La situation des femmes s'améliora aussi grandement. Dans l'ancien Tibet, les femmes étaient traitées aussi brutalement qu'il y a des centaines d'années en Europe, ceci se manifestant aussi bien dans des lois locales stipulant par exemple qu'en cas d'adultère le mari pouvait impunément tuer sa femme, que dans des expressions usuelles désignant les femmes comme « Kyemen » (naissance inférieure) ou « Tsandenma » (limitée par nature). Aujourd'hui, selon les indications officielles, il y a au Tibet plus de femmes que d'hommes avec un diplôme de fin d'enseignement secondaire et les femmes

représentent 43% de la main-d'œuvre de qualification supérieure.

Toutes ces mesures assurèrent bien sûr au PC une certaine base matérielle au soutien de son régime parmi les masses tibétaines. Mais le déclenchement de la révolution culturelle en 1966 remit de nouveau cela en cause. Les deux facteurs les plus décisifs de cette époque furent sans doute les attaques antireligieuses et l'instauration de communes populaires. Le premier concernait surtout la destruction massive de couvents et les tentatives radicales de « rééducation » des moines, accompagnées d'outrages publics antireligieux allant jusqu'à la transformation d'écrits « sacrés » en engrais. Les destructions furent effectivement énormes. Sur les 2463 couvents existant au Tibet en 1959, il n'en restait en 1976 plus que 10 en tout qui fussent indemnes.

Mais ce que « Free Tibet » et Co. – sans doute consciemment – omettent de dire aujourd'hui, est le fait que beaucoup des lieux de culte furent détruits par des Tibétains eux-mêmes et pas par de « méchants Chinois Hans ». L'auteur chinois Wang Lixiong fait remarquer que les plus grandes destructions ont eu lieu dans des territoires éloignés et pas dans les villes d'une certaine importance, où l'autorité chinoise pouvait garantir un certain degré de contrôle.

« La vérité est qu'en raison des mauvaises communications et des grandes distances, seul un nombre restreint de Gardes Rouges Han est parvenu jusqu'au Tibet. Même si un nombre important d'entre eux ont participé à la destruction des temples, leurs actions pouvaient au plus être symboliques. Des centaines d'autels dans les villages, dans les pâturages et sur les pentes rocheuses des montagnes ont été détruits. Personne n'en aurait été capable sans la participation de la population locale. En outre, les plupart des Gardes Rouges qui parvinrent dans la Région Tibétaine Autonome étaient des étudiant-e-s tibétain-e-s revenant de quelque Université. » [14] Mais il est aussi évident que ces étudiant-e-s étaient sous l'influence de Mao, de sa clique et de leur politique sectaire antireligieuse.

Une nouvelle fois, une méthode vraiment socialiste révolutionnaire aurait été très différente. Si la religion est l'opium du peuple, comme l'écrit Karl Marx, alors les marxistes doivent proposer aux croyants une meilleure alternative, au lieu d'user de violence pour leur ôter leur opium. Mais au lieu d'asseoir solidement la lutte patiente contre la superstition religieuse en ôtant à la religion sa base matérielle, l'économie de commandement bureaucratique du stalinisme chinois se contenta de simples mesures de contrainte et de l'instauration d'un culte de Mao qui vint pour ainsi dire remplacer la religion. On détruisit les stèles de prières au bord des chemins et des cols et on les remplaça par des panneaux couverts de citations de Mao...

L'installation de communes populaires au Tibet à partir de la deuxième moitié des années 1960, donc 10 ans plus tard que dans le reste du pays, était aussi dépourvue de tout substrat matériel. En principe, les marxistes sont pour collectiviser l'agriculture, mais à condition que cela se fasse essentiellement sans contrainte, sur la base du volontariat. Et cela n'est possible que si la production collective élève le niveau de vie. En Chine, où le premier tracteur est sorti de l'usine en 1987, l'équipement technique nécessaire manquait, les gigantesques unités de production devaient continuer à être péniblement exploitées à la main. Les paysan-ne-s tibétain-e-s considérèrent en tout cas l'instauration des communes populaires comme l'annulation du niveau de vie qu'ils avaient atteint au cours des années précédentes par l'expropriation des grands propriétaires fonciers. De nouveau éclatèrent des révoltes sporadiques contre l'instauration des communes.

Le grand tournant qui suivit dans la politique chinoise vis-à-vis du Tibet se fit à partir de 1978 dans le cadre des réformes de marché souvent associées au nom du président du parti de cette époque Deng Xiaoping. Il convient d'analyser les réformes des années qui suivirent comme une tentative de la bureaucratie pour maintenir et garantir sa propre position privilégiée en condamnant les « graves excès de la révolution culturelle » (qui ne concernaient pas seulement le Tibet, mais bien sûr toute la Chine !). Plusieurs forums de travail sur le Tibet eurent pour mission de mettre au point des

stratégies qui intégreraient davantage les Tibétain-e-s en assurant un degré plus élevé d'autonomie, en réautorisant les pratiques religieuses, et en développant l'économie, et par là-même permettraient un meilleur contrôle de la Région Autonome du Tibet. Plus de 300 détenus tibétains furent libérés, la bureaucratie régionale fut « tibétanisée », de nombreux couvents furent reconstruits, en partie avec le soutien de l'Etat (et bien sûr avec l'idée sous-jacente de stimuler l'économie tibétaine par le biais du tourisme). En 1984 fut décidée l'ouverture du Tibet aux touristes et Tibétains en exil, d'autre part, les entreprises chinoises étaient incitées à venir en plus grand nombre s'installer dans la région. Et pour la première fois, un Chinois qui n'était pas un Han devint Secrétaire de la section tibétaine du parti : Wu Jinghua, de l'ethnie Yi. En 1986, pour la première fois depuis 1967, de nombreux Tibétains célébrèrent de nouveau, la fête de Monlam, la plus grande fête religieuse du pays. Tout respirait un certain « dégel » de la part du gouvernement chinois.

Mais des manifestations se produisirent à nouveau fin 1987, début 1988. Elles brandirent une fois de plus (aussi) l'étendard de la libération et/ou de la religion nationale, mais il convient cependant de les considérer dans le contexte des effets des réformes capitalistes entreprises dans l'ensemble de la Chine, effets qui se manifestaient aussi au Tibet. En fin de compte, la fin des années 80 vit partout en Chine des manifestations contre les conséquences des réformes de marché, comme par exemple une corruption envahissante ou une inflation galopante - manifestations qui aboutirent en 1989 au massacre sur et autour de la Place de la Paix Céleste (Tian'anmen) à Pékin.

Wu Jinghua, bureaucrate à la réputation de libéral, fut tenu pour responsable des manifestations et remplacé par un autre bureaucrate qui proclama l'état de siège au Tibet : celui-ci n'était autre que Hu Jintao, l'actuel président de la République Populaire et Secrétaire général du PCC. L'écrasement brutal des manifestations peut parfaitement être considéré comme un prodrome du massacre de Tian'anmen, même s'il n'est pas possible d'établir un lien direct entre les deux événements. Il est en tout cas manifeste que le Tibet était - et est toujours - considéré par la bureaucratie stalinienne comme une sorte de « colonie intérieure » dans laquelle des bureaucrates ambitieux peuvent faire leurs preuves comme « shérifs à la poigne de fer » pour accéder plus tard aux plus hautes dignités à Pékin.

Situation actuelle

Actuellement, sur la question du Tibet, deux fronts principaux se font face, comme toujours. D'un côté le Dalai-Lama, le « gouvernement tibétain en exil » et les nombreuses initiatives de la mouvance « Free Tibet ». De l'autre côté le gouvernement chinois et ce qu'il reste de ses partisans à l'étranger. Les premiers mettent constamment l'accent sur la destruction de la culture tibétaine, l'absence de liberté religieuse et le comportement du gouvernement chinois comme « puissance coloniale ». L'autre côté par contre ne se lasse pas de souligner que le PCC a éliminé le système féodal et introduit la technologie moderne au Tibet. Nous, de notre côté, affirmons que l'un n'exclut pas nécessairement l'autre. Jusqu'ici, la greffe du « progrès » réalisée par l'Etat chinois n'a eu pour conséquence que le sentiment éprouvé par une bonne partie de la population tibétaine que ceci lui a été imposé de l'extérieur. Les élites tibétaines - et la campagne « Free Tibet » en est un instrument docile - tentent, cela va de soi, d'instrumentaliser cet état d'esprit dans le sens de leurs intérêts.

Oui, la RP de Chine a détruit les structures féodales et apporté le progrès technique. Mais elle l'a fait sous la forme d'une puissance coloniale, de la même façon que l'Empire britannique a apporté le progrès technique en Inde. Le gouvernement britannique lui aussi fit construire en Inde des chemins de fer, comme le gouvernement chinois a fait construire il y a quelques années la ligne Qunghai-Tibet. D'un autre côté, une critique qui pousserait trop loin dans l'autre sens serait fautive. Il est bien sûr vrai que cette ligne est conçue en fonction des besoins de Pékin et pas de ceux de Lhasa, que le

personnel ferroviaire est pour l'essentiel non-tibétain, et qu'elle servira au transport des richesses minières tibétaines. Pourtant, en tant que marxistes, nous n'aurions pas une attitude d'opposition offensive contre la construction de chemins de fer, car se fermer au reste du monde n'est sans doute pas une solution - quand ce ne serait que dans la perspective qui est la nôtre d'une lutte commune des opprimés de toutes les ethnies de Chine et d'ailleurs.

Même chose pour les reproches de sinisation du Tibet, liés à l'arrivée toujours plus massive, ces dernières années, de Hans dans les villes tibétaines de quelque importance. Si la critique porte sur le fait que les Hans qui arrivent, sont économiquement et politiquement privilégiés, nous soutiendrons cette critique. Mais si l'on nous parle seulement d'« immigration déferlante » qui détruirait la structure ethnique du Tibet telle que l'histoire [- ou la nature ? -] l'a léguée, alors nous rejetons catégoriquement cette critique comme réactionnaire. Car elle ne fait pas de distinction entre les Chinois de base qui arrivent en foule au Tibet à la recherche de meilleures conditions de vie et une bureaucratie chinoise d'Etat et de parti qui appuie consciemment ces migrations et les pilote dans le but assumé de créer tôt ou tard une majorité chinoise dans cette région d'importance stratégique.

Les marxistes sont en général pour les mélanges ethniques, en particulier dans la classe ouvrière, et sont opposés à un monde où chaque nation, chaque groupe linguistique se claquemure dans la mesure du possible pour rester ethniquement « pur ». Mais cela ne signifie pas que dans cette situation concrète, nous devons nous replier sur l'argument de l'inéluctabilité des mouvements de population. Dans le cas concret où une bureaucratie surpuissante pilote consciemment des flux migratoires pour pouvoir à long terme priver de tout fondement les besoins d'autodétermination de minorités, les marxistes ne resteront pas neutres, ils dénonceront cette politique de peuplement comme une manœuvre bureaucratique qui appelle une résistance à soutenir sans hésitation. Car la bureaucratie, incapable de donner à des millions de personnes des conditions de vie supportables dans leurs régions d'origine, leur propose l'émigration dans des provinces éloignées comme une possibilité facilement réalisable, et ceci aussi bien pour réduire la potentiel de conflits sociaux dans les espaces centraux que pour modifier de fond en comble la configuration nationale de régions entières. Seule, une argumentation qui met en lumière les causes politiques des flux de migration guidés par la bureaucratie, serait en capacité d'établir un lien entre les Tibétains et les Chinois du peuple utilisés comme masse de manœuvre bon marché par la bureaucratie.

Quand le mouvement « Free Tibet » critique la destruction de la culture, il faut commencer par nous demander ce qu'il faut entendre par « culture ». Là où le nationalisme d'une majorité attaque des langues, des coutumes, des usages, des traditions locales, nous nous opposerons à ce nationalisme - sans pour autant défendre ces coutumes, usages et traditions pour ce qu'elles sont - et soutiendrons le droit des minorités à avoir leur propre culture. Mais si on désigne par culture un ensemble de relations sociales issu de l'histoire doté d'un pouvoir, surtout politique et économique, sur l'ensemble de la société, et que donc on amalgame différents niveaux - comme, dans le cas du Tibet, la domination autoritaire des Lamas et les traditions culturelles du pays - alors nous n'aurons pas une larme à verser sur cette partie de la « culture ».

Partout dans le monde, le capitalisme détruit des cultures issues de l'histoire ou des éléments de ces cultures. C'est un fait fondamental. Par exemple, la moitié de toutes les 6 500 langues environ existant de par le monde est actuellement menacée d'extinction. On peut s'attrister à l'idée qu'un jour personne n'aura plus la maîtrise de ces langues, d'un autre côté, c'est un progrès que de plus en plus de gens puissent se parler dans une langue étrangère. Si par culture on entend les manifestations folkloriques, la conservation des vieilles coutumes et des vieux usages, la célébration des fêtes traditionnelles, etc., alors n'oublions pas que cela fait depuis quelques années, et jusqu'à un certain point, l'objet de mesures de soutien de la part du gouvernement chinois. Et ce soutien à la revitalisation de la culture tibétaine mène, chose absurde, comme le dit l'auteur chinois Wang

Lixiong, à une situation où les clivages de classes au sein de la population tibétaine, en dépit de l'accroissement des inégalités sociales, sont ces dernières années, de plus en plus brouillés et où un nationalisme tibétain vient prendre leur place. On peut observer le même processus dans toute la Chine, où un nationalisme (han) de plus en plus agressif remplace une rhétorique socialiste de moins en moins crédible.

En ce qui concerne la liberté de religion au Tibet, celle-ci n'est sûrement pas sans limites, même si la situation n'est sûrement pas aussi terrible que ce qu'en disent souvent les médias bourgeois ici. Suivant les indications chinoises officielles, il y a dans le Territoire Autonome du Tibet 46 000 moines et nonnes (chiffre non contesté par la partie adverse), ce qui signifierait qu'il y a un moine ou une nonne pour 59 personnes. Les restrictions les plus importantes sont les suivantes : les moines et les nonnes doivent signer un document où ils s'engagent à ne pas utiliser leur position religieuse pour faire de l'agitation pour une sécession du Tibet, il leur est interdit de montrer des portraits du Dalaï Lama, ils sont tenus d'accepter que le 11^e Panchem-Lama, la deuxième autorité dans la hiérarchie des lamas, ne soit pas reconnu par le gouvernement du PC. Celui-ci a été enlevé par les autorités chinoises à l'âge de 6 ans, peu de temps après sa reconnaissance par le Dalaï Lama, on ne sait où il se trouve. Chose comique, le gouvernement PC de Chine, qui se dit « marxiste », a trouvé sa propre « réincarnation » du dernier Panchem Lama. Son investiture par une partie du clergé tibétain montre que le Dalaï Lama n'a pas le soutien de toute la hiérarchie tibétaine. Une fraction de celle-ci a depuis longtemps fait sa paix avec le gouvernement chinois et s'est aménagé une position confortable.

Discrimination économique et politique des Tibétains

Le débat autour de la culture et de la religion détourne l'attention de bien plus graves problèmes dont souffre le peuple tibétain aujourd'hui. Beaucoup de gens ignorent que le Tibet ne fait en aucune façon partie des régions les plus pauvres de la Chine. La croissance moyenne du PIB régional a été ces 15 dernières années supérieure à celle de la Chine dans son ensemble. Le revenu moyen dans les régions urbaines est aujourd'hui, comparé à toutes les autres provinces, les territoires autonomes et les villes dépendant directement du pouvoir central, inférieur seulement à celui de Shanghai et de Pékin. En revanche, l'écart entre la ville et la campagne est le plus élevé de toute la Chine. Le revenu moyen des ménages ruraux n'est plus bas que dans trois autres provinces.

Les données (officielles) suivantes traduisent aussi bien l'énorme progrès qui a été fait depuis les années 60 que la non moins remarquable différence dans le développement économique et social du Tibet et de la Chine entière : en 1959, 98% des enfants tibétains ne bénéficiaient pas d'une formation primaire. Aujourd'hui, 45,5% ont un diplôme de fin d'études primaires - ce qui est nettement plus que la moyenne du pays qui est de 7,7%. La mortalité des nouveau-nés est tombée de 43% en 1959 à 3,1% aujourd'hui. La moyenne chinoise est de 2,2%. L'espérance de vie a aussi augmenté nettement, passant de 35,5 à 67 ans. Mais l'espérance de vie moyenne en Chine est aujourd'hui de 71 ans. Même chose pour le taux d'analphabétisme, tombé à 44%, mais encore nettement au-dessus de la moyenne nationale de 10,32%. Cela est lié bien sûr aussi au fait qu'une grande partie des Tibétains n'habite pas dans ni à proximité des villes, où la prise en charge est la plupart du temps meilleure, mais dans des contrées reculées et inaccessibles du haut plateau tibétain.

Dans les villes, la plupart des commerces, des restaurants ou des usines sont dirigés par des Chinois Hans. Les Hans ont en règle générale les meilleurs emplois, dans les entreprises d'Etat par exemple ou dans le service public. En 2006 par exemple, il y a eu des protestations parce que parmi les nouveaux recrutés de l'administration publique, seuls 2 sur 100 étaient des Tibétain-e-s. La langue

tibétaine est officiellement à égalité avec le mandarin, la langue chinoise standard, mais en réalité pour être employé dans le service d'Etat, un bon niveau de compréhension de la langue chinoise est nécessaire - or beaucoup de Tibétains, même un peu cultivés, n'en maîtrisent même pas les éléments, ce qui se comprend. Les incidents dans les villes tibétaines d'une certaine importance (chicanes policières, racisme au quotidien, préjugés des Hans sur les Tibétains, qui seraient « provinciaux », « arriérés » etc.) contribuent à nourrir un sentiment répandu d'oppression. En 2006, l'actuel président de la section du PC du Tibet, Zhang Qingli, a répondu dans une interview au Spiegel à la question de savoir s'il savait le tibétain : « Seulement quelques mots. Je ne suis que depuis quelques mois ici. »

Quelle position sur la question nationale tibétaine ?

Il est extrêmement difficile d'apprécier l'état d'esprit actuel de la population tibétaine et les motifs des manifestations récentes. Comme c'est souvent le cas, la question nationale vient ici recouvrir la question sociale, des motifs socio-économiques se mêlent à des motifs nationaux et religieux. Les manifestations sont par ailleurs, comme souvent en Chine, très loin d'être unitaires. Dans un interview du journal « Österreich », Georg Blume, le dernier journaliste « occidental » expulsé du Tibet, dit à propos des motivations des manifestants : *« Dans les conversations, les jeunes Tibétains se plaignaient sans cesse de discrimination sociale et économique par rapport aux Chinois. Ce n'étaient pas des motifs religieux. Les chances ne sont pas égales entre eux et les Chinois, disent-ils, qu'il s'agisse de scolarité ou d'emploi. La révolte était motivée par l'absence d'égalité de traitement. »*

On ne sait pas non plus clairement combien de Tibétains souhaitent un Etat indépendant, et si c'est le cas, quelle forme il devrait avoir, ni comment cet état d'esprit se répartit entre les différentes couches et classes sociales. Une évaluation peut-être réaliste est donnée par un article un peu ancien du *Washington Post* qui rapporte que la majorité respecte encore le Dalaï Lama, mais que *« peu de Tibétains souhaitent un retour des clans aristocratiques corrompus qui ont fui avec lui en 1959 et d'où proviennent bon nombre de ses conseillers. Beaucoup de paysans tibétains par exemple n'ont aucun intérêt à renoncer à la terre que la réforme agraire chinoise leur a donnée en la prenant aux clans. D'anciens esclaves tibétains disent aussi qu'ils ne veulent pas revoir au pouvoir leurs anciens maîtres. »* *J'ai vécu cette vie auparavant* », dit Wangchuk, un ancien esclave de 67 ans.(...) *Il dit qu'il vénère le Dalaï Lama, mais ajoute : »Je n'apprécie pas d'être libre sous le communisme chinois, mais ma situation est meilleure que si j'étais esclave" [15].*

Les traits fondamentaux de la situation sont clairs pour nous autres marxistes. Si la majorité de la population tibétaine souhaitait sans ambiguïté la séparation d'avec la Chine, nous ne prendrions pas position contre. En même temps, nous soulignerions qu'une indépendance de cette sorte, sur une base capitaliste, ne pourrait pas résoudre les problèmes sociaux du Tibet. Une comparaison avec les pays voisins montre que la situation sociale y est encore pire qu'au Tibet. Ainsi, la mortalité infantile au Bhutan est de 9,7%, soit trois fois plus élevée, l'espérance de vie est de 55,17 ans, soit 7 ans de moins. Au Népal également, la mortalité infantile est nettement supérieure, l'espérance de vie inférieure de 7 ans. Un Tibet « indépendant » sous la conduite du Dalaï Lama ne représenterait pas, comme celui-ci l'imagine dans ses « lignes directrices pour une future politique du Tibet », un système économique spécifique entre socialisme et capitalisme, mais une semi-colonie de l'Inde ou des USA. Nous ne nous opposerions cependant pas à un éventuel souhait des Tibétains d'acquérir l'indépendance, car il est possible que cela rende alors davantage visibles les oppositions de classes à l'intérieur de la société tibétaine et qu'une lutte commune des opprimés tibétains et des opprimés hans devienne une option réaliste.

Nous ne faisons pas non plus dépendre le droit d'un peuple à l'autodétermination de la possibilité que sa lutte pour l'indépendance soit instrumentalisée par l'une ou l'autre des puissances impérialistes. Et nous n'accordons évidemment aucune importance à la question de savoir si une nation a fait ou non autrefois partie d'une autre nation. Ce n'est pas parce que le Tibet a à un moment donné fait partie de l'Empire chinois (qui a à peu près autant à voir avec l'actuelle République populaire que l'Empire de Charlemagne avec la République française moderne) que la Chine aurait un droit « naturel » sur le Tibet. L'Autriche pourrait faire valoir le même argument pour revendiquer Trieste, Lemberg/Lviv en Ukraine, Krakau/Krakow en Pologne, ou la Turquie revendiquer Budapest.

La thèse largement répandue dans la gauche radicale que le Dalaï Lama et le conflit tibétain seraient instrumentalisés par l'impérialisme « occidental » vis-à-vis de la Chine, ne nous paraît pas à vrai dire très juste. Elle supposerait une manière de voir totalement unifiée dans l'establishment impérialiste, et celle-ci est une vue de l'esprit. La critique du comportement du gouvernement chinois contre les manifestations tibétaines a été très modérée. Seul un petit nombre de politiciens de haut rang comme le président du parlement de l'UE Hans-Gert Pöttering ont exigé un boycott des Jeux Olympiques de 2008 à Pékin. Un boycott est préconisé surtout par les fractions de la bourgeoisie qui ne profitent pas immédiatement de la croissance économique chinoise, comme des artistes éminents, des journalistes, etc. D'autres, qui craignent pour leurs investissements dans l'économie chinoise en plein boom, ont une tout autre attitude. L'establishment impérialiste n'est pas d'accord sur la question de savoir s'il convient d'adopter un cours plus dur contre le nouveau concurrent ou s'il doit tenter de rendre l'ascension chinoise compatible avec ses propres intérêts.

Conclusion

Le Tibet n'intéresse sûrement pas la Chine seulement comme source de matières premières. Les difficultés d'exploitation et de transport parleraient plutôt en sens inverse. Le Tibet est sans aucun doute d'un énorme intérêt stratégique. Et le Tibet n'a pas pour la Chine seulement une importance symbolique particulière ; la bureaucratie chinoise craint à juste titre aussi un effet domino, qui transforme toute concession en un exercice sur la corde raide. Car depuis des années la province voisine du Xinjiang, dans l'ouest de la Chine, fait partie des régions où Pékin est confronté à des souhaits de sécession. Au Xinjiang se trouvent de grands champs pétrolifères, et son territoire est traversé par le pipeline du Kazakhstan, qui acquiert de plus en plus d'importance pour l'approvisionnement énergétique de la Chine.

Nous n'avons bien sûr que des informations insuffisantes sur l'état d'esprit au Tibet. Mais une chose paraît claire : les forces d'occupation chinoise, comme adversaire à la supériorité écrasante, sont certes craintes, mais toujours impopulaires. Il n'y a aucune raison de légitimer ce régime avec des arguments comme l'appartenance historique du Tibet à la Chine ou celui selon lequel le Tibet serait partie intégrante de la Chine. Pour cette raison, le soulèvement, avec toute la fureur élémentaire qui s'y exprime, nous paraît justifié. Bien entendu, le pillage (peut-être aveugle) des commerces n'est pas la bonne voie, mais il manifeste la colère impuissante qui s'est accumulée au cours d'années et de dizaines d'années d'oppression.

Il est difficile d'évaluer l'influence dont dispose le Dalaï Lama au Tibet. D'un côté, comme symbole de la résistance nationale et surtout aussi en raison de la diabolisation dont il est l'objet de la part de la bureaucratie chinoise, il continue à disposer d'une influence non négligeable. D'un autre côté, il n'y a sans doute qu'un nombre infime de Tibétains à être partisans d'un retour à la dictature réactionnaire qui a pris fin dans les années 50. Le retour du Dalaï Lama et la restauration d'une théocratie despotique seraient une terrible régression pour toute la population du Tibet.

L'alternative ne peut être que la convocation d'une Constituante au Tibet. C'est elle qui devrait - une fois démocratiquement élue - décider, soit l'indépendance y compris la forme du futur Etat, soit une autonomie qui ne soit pas de la fausse monnaie à l'intérieur de la Fédération chinoise. On ne peut ni choisir le maintien d'une autonomie factice accordée par la Chine ni le retour à un Tibet théocratique réactionnaire, mais seulement une marche vers un Tibet des ouvriers et des paysans, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Etat chinois. Mais c'est à la population du Tibet qu'il reviendra de prendre cette décision. Pour l'heure, notre solidarité va d'abord à ceux qui se défendent contre la domination bureaucratique - au Tibet et au-delà.

P.-S.

* traduction de l'allemand : GB.

MHV Revolutionär Sozialistische Organisation

Postfach 62

A-1152 Wien

<http://www.sozialismus.net/>

Notes

[1] « Junge Welt » : quotidien allemand d'extrême-gauche (Note du trad.)

[2] Cité d'après Lopez Donald : *Prisoners of Shangri-La : Tibetan Buddhism and the West*, Chicago and London : Chicago University Press 1998, p. 205.[Prisonniers du Shangri-La : le bouddhisme tibétain et l'occident]

[3] Cité d'après N. Goldner, Colin : *Dalai Lama, Fall eines Gottkönigs* [Chute d'un dieu-roi], Aschaffenburg 1999

[4] D'après Colin Goldner : *Dalai Lama. Der Fall eines Gottkönigs* [la chute d'un dieu-roi] , Aschaffenburg 2005

[5] Wang Lixion : Reflections on Tibet, in : *New Left Review* n°14, 2002 [réflexions sur le Tibet

[6] Note d'ESSF : Sur Phüntso Wangye, voir sur notre site, en anglais : Tsering Shakya, [The Prisoner — memoir of a Tibetan Revolutionary](#), Andy Newman [Phüntso Wangye - The tragedy of Tibet's first Communist](#) et Anant K. Asthana [Red Tibet](#)

[7] Note d'ESSF : les caractérisations de l'Etat chinois dans le mouvement trotskiste étaient en fait plus variées que cela. Voir aussi les remarques faites dans le chapeau de présentation de l'article.

[8] Note d'ESSF : ce principe était aussi intégré au programme du PC chinois dans les années 1930 - y compris pour le Tibet.

[9] <http://de.wikipedia.org/wiki/17-Punkte-Abkommen> [accord en 17 points

- [10] Mao Zedong : « Über die Richtlinien für die Arbeit in Tibet », in : *Ausgewählte Werke* Band V, Beijing 1978, S.353-388 [Sur les directives pour le travail au Tibet, dans : *œuvres choisies* tome V
- [11] H. Harrer : *Return to Tibet*, New York 1985 p.54 [Retour au Tibet
- [12] Jim Mann : CIA gave aid to Tibetan Exiles in '60s in : *Los Angeles Times* 15 09 1998 [la CIA a aidé les exilés tibétains dans les années 60
- [13] <http://www.michaelparenti.org/Tibet.html> Voir sur ESSF : [Tibet : les dessous de la crise](#)
- [14] Wang Lixiong : *Reflections on Tibet* [Réflexions sur le Tibet]. Note d'ESSF : outre l'article de Wang Lixiong, on trouve aussi sur notre site la réponse que lui a fait, dans le numéro suivant de la *New Left Review* l'historien tibétain Tsering Shakya : [Tibet and China : Blood in the Snows](#)
- [15] John Pomfret : Tibet caught in China's Web, in : *Washington Post*, 23.07.99